



Genre-classe-race et mouvements sociaux

Journée d'étude

RT21 et RT 24 de l'Association française de sociologie

Le 17 septembre à l'Université de Paris

Bâtiment Olympe de Gouges, salle 115 (pass sanitaire obligatoire) et
distanciel

8 place Paul Ricoeur - Metro bibliothèque François Mitterrand

9h30 - Introduction

10h - Table 1 : « La division du travail militant, analyseur des rapports sociaux
dans les mobilisations »

- Modérateur : Alex Mahoudeau -

- Camille Gourdeau (associée URMIS)

« Mobilisation en soutien aux exilés à Ouistreham : modes d'action et division
du travail militant »

- Cécile Talbot (CERAPS – Univ. Lille)

« Toujours trop militante, jamais assez militante. L'illégitimité militante comme
révélateur des rapports sociaux »

- Xavier Dunezat (associé CRESPPA et URMIS)

« Division du travail militant et modes de participation aux “lutttes de sans” (chômeurs et sans-papiers) : une typologie au tamis de la sociologie des rapports sociaux »

12h30 - Pause déjeuner

14h - Table 2 : « Penser l'autonomie et l'hétérogénéité des groupes mobilisés »

- Modérateur : Sam Seydiah -

- Damien Trawalé (associé URMIS, postdoctorant Ined) « Structuration de luttes gays noires parisiennes »

- Louise Bollache (CESSP – EHESS Paris)

« Les mobilisations écologistes en contexte populaire dans la banlieue nord-est d'Ile de France. Discours et rapports des militants aux habitants, à l'intersection des rapports sociaux de classe et de race »

- Pauline Picot (associée URMIS, CUREJ – Univ. de Rouen)

« Lutttes de définition et résistance aux assignations dans les mobilisations antiracistes franciliennes »

16h - Discussion collective « Libertés académiques et droit d'enquêter »

Comité d'organisation

Louise Bollache, Alex Mahoudeau, Sam Seydiah (RT21) ; Claire Cossée, Xavier Dunezat,

Camille Gourdeau, Cécile Talbot, Damien Trawalé (RT24) ; Pauline Picot (RT21 et RT24)

Argumentaire

Le projet de cette journée d'étude est né de la rencontre de membres des RT21 « Mouvements sociaux » et RT24 « Genre, classe, race. Rapports sociaux et construction de l'altérité ». Nous souhaitons avec cette journée entamer un travail collectif mettant en dialogue, d'une part, les approches en termes de rapports sociaux et d'intersectionnalité, et, d'autre part, certains cadres d'analyse dominants des mouvements sociaux, issus notamment de la science politique, à la fois anglophone et francophone (Fillieule et Péchu 1993 ; Neveu 2019 [1996] ; Mathieu 2004 ; Fillieule et al. 2020 [2009]). Il s'agit de renforcer le dialogue entre ces paradigmes à partir d'un ancrage constructiviste : les mobilisations jouent un rôle majeur dans les processus de définition des frontières entre groupes sociaux, en tant que produits de l'articulation des rapports sociaux de sexeclasse-race (Galerand et Kergoat 2014) mais aussi d'âge et de sexualité (Rubin 1975 ; Tabet 1998, 2004 ; Dorlin 2008). Nous proposons une série d'enjeux théoriques et méthodologiques qui constitueront les axes de travail de la journée.

Le premier axe concerne les façons d'utiliser la sociologie des rapports sociaux (Kergoat 2012 ; Pfefferkorn 2007), le couple notionnel majoritaire/minoritaire (Guillaumin 1985 ; Dahhan et al. 2020), ou encore le paradigme de l'intersectionnalité (Crenshaw 2005 ; Bilge 2009 ; Juteau 2016), pour analyser les dynamiques de l'action collective. Il s'agit notamment de poursuivre la critique des approches en termes de stratégies lorsqu'elles présupposent des acteurs rationnels abstraits, ou en termes d'identités collectives lorsqu'elles opposent les mobilisations féministes ou antiracistes – qui seraient porteuses d'enjeux « identitaires », davantage symboliques – aux luttes de classe qui, quant à elles, seraient porteuses d'enjeux authentiquement « sociaux », davantage matériels (Chabanet 2020). Plus largement, il s'agit de se prévenir des typologies à visée dichotomique : bénéficiaires de l'action collective vs militants par conscience, revendications matérielles vs symboliques – ou mémorielles (Seydieh 2017) –, mouvement ouvrier vs nouveaux mouvements sociaux ; et de questionner le caractère « improbable » de mobilisations de groupes dominés peu dotés en ressources. Comment mobiliser les riches analyses des rapports sociaux pour proposer une analyse tangente à ces dichotomies, aujourd'hui remises en cause dans la sociologie des mouvements sociaux (Fillieule et al., 2009, 2020) ? Comment les rapports sociaux de classe et de race contribuent à façonner un champ local de mobilisations, à hiérarchiser

les luttes entre elles et leurs acteurs et actrices à l'intérieur des collectifs (Bollache, 2021) ?

Un deuxième axe de travail se confrontera aux questions plus strictement méthodologiques : comment faire sur le terrain ? En particulier, pour la constitution et l'exploitation de nos carnets d'observations, comment être fidèle à une démarche constructiviste et matérialiste lorsqu'il s'agit d'observer le sexe et la race en train de se faire ? Quel rôle jouent – peuvent jouer – les entretiens dans une telle démarche ? Nous chercherons à ouvrir davantage la « boîte noire » de la catégorisation en ethnographie pour essayer d'objectiver ce qui est le plus souvent laissé à l'opacité de « l'idée de Nature » (Guillaumin 1992), ou pris pour évident du fait du fardeau des catégorisations institutionnelles (West et Fenstermaker 2006 ; SociologieS 2015 ; Dunezat et Picot 2017). Plusieurs détours méthodologiques seront ainsi explorés pour appréhender la reconfiguration des rapports sociaux « abstraits » (Kergoat 2012 : 28) dans les actions collectives : par les pratiques et les relations sociales, par le travail et sa division. C'est notamment l'objectif des analyses qui s'appuient sur une conception extensive du travail militant et de sa division (voir par exemple Cohen et Dunezat 2018), sur les dynamiques mémorielles dans les luttes (voir par exemple Talbot 2020), sur la circulation concrète des idées entre courants militants a priori éloignés (voir par exemple Chetcuti et Teicher 2016), ou encore sur les pratiques de solidarité entre groupes hiérarchisés au sein d'une mobilisation (voir par exemple Gourdeau 2019). On cherchera ainsi à isoler les dispositifs méthodologiques qui donnent à voir les processus de (re)production des rapports de pouvoir – de domination mais aussi de résistance – dans et par la mobilisation.

Enfin, un dernier axe se dessine, au croisement des mondes académiques et militants. Il s'agit de rendre compte de la façon dont les mobilisations appréhendent et/ou théorisent elles-mêmes des formes d'articulation des rapports sociaux, voire d'intersectionnalité (Aubry 2020). On pense ici aux critiques antiracistes, aux critiques féministes et à celles produites par des gays, lesbiennes et trans* à l'intérieur des mouvements sociaux (Falquet 2009 ; Cossée 2009 ; Larcher 2017). On s'intéressera aussi aux prises de position qui refusent certaines injonctions à la « convergence » ou à « être intersectionnels ». On pourra ainsi mettre à nouveau en question la façon dont « le mouvement ouvrier » – et dans certains contextes sa version nationaliste – continue d'incarner à lui seul « le peuple » en tant que sujet politique de référence, que ce soit dans les milieux académiques ou militants, comme le rappelle la

polémique épistémologique et politique actuelle autour de la race ou des approches intersectionnelles, accusées de vouloir supplanter la classe (Lépinard et Mazouz, 2019). L'articulation entre les cadres analytiques de la sociologie des mouvements sociaux d'une part, des rapports sociaux et de l'intersectionnalité d'autre part, nous permet donc de dépasser le présupposé selon lequel un seul sujet, authentiquement dominé, émergerait des luttes. Un tel présupposé va à l'encontre de ce que les mobilisations réelles donnent à voir et de l'ambition de s'inscrire dans une sociologie constructiviste des mobilisations, attentive à l'épaisseur sociologique des mobilisé·e·s et à ce qui se joue dans et par l'action collective. Il s'agit alors de se saisir des acquis de la sociologie féministe – notamment black feminist – et des Cultural studies. Par exemple, Stuart Hall a montré qu'aucune catégorie, aucune « identité », ne peut contenir en elle-même de « garantie politique » (Hall 2013 [1991] : 72). bell hooks demandait « ain't I a woman ? » (2015 [1981]) tandis que Danielle Juteau a analysé « l'indissociable homogénéité et hétérogénéité » du « Nous les femmes » (Juteau 2010). Les enjeux soulevés concernent aussi bien les mouvements de minoritaires (femmes, trans, homosexuel·le·s, racisé·e·s, sans-papiers, etc.) que les mobilisations perçues comme impliquant exclusivement – en réalité rarement – des majoritaires (hommes, blancs, professions intellectuelles, etc.). À la différence des lectures fixistes des « identités » et des approches normatives qui cherchent à définir quel serait « le » sujet dominé par excellence, nous mettrons dès lors plutôt au travail l'hypothèse selon laquelle les mouvements sociaux sont porteurs d'une tension entre subjectivation collective et « pluralité de mouvements » (Chauvin et Jaunait 2015). Cette tension peut tout aussi bien faire que défaire les mobilisations, selon les régimes d'articulation des différents rapports sociaux qui prédominent en leur sein (Trawalé 2018).

Ainsi, on s'intéressera d'un côté à la fabrication d'ordres de légitimité militante et d'injonctions qui peuvent agir comme des vecteurs de démobilisation, d'exploitation, d'oppression, de domination... limitant la capacité d'action de certaines catégories de mobilisé·e·s, et constituant une clé de l'expérience du « malheur militant » (Lefebvre, 2010). De l'autre, on prêtera attention aux pratiques et processus de « subversion », individuelle et/ou collective, au sein des mobilisations car « les rapports sociaux et leur intrication [...] sont, dans le même temps, potentiellement porteurs d'émancipation » (Kergoat 2012 : 253).

Finalement, cette journée poursuivra la réflexion sur les mouvements sociaux en tant que vecteurs d'un ordre social singulier qui (re)produit ses catégories,

ses hiérarchies et ses identifications, dans une interaction continue entre dynamiques internes des collectifs mobilisés et dynamique générale des rapports sociaux, dans une société et une époque données.

Programme détaillé

Introduction

Table 1 « La division du travail militant, analyseur des rapports sociaux dans les mobilisations »

Modération : Alex Mahoudeau

Les répertoires et modes d'action utilisés par les membres de collectifs mobilisés constituent l'un des objets centraux de la sociologie des mouvements sociaux. En les déployant, chaque mobilisation (se) donne à voir, à la fois matériellement et symboliquement, aux yeux de ses publics potentiels (« opinion », médias, autorités, alliés, adversaires...). Cependant, les actions menées opèrent souvent comme des points de fixation qui ne permettent pas de saisir tout ce que met en jeu une mobilisation. L'analyse en termes de (division du) travail militant ouvre alors sur des activités qui pourraient autrement passer inaperçues et qui contribuent à mettre en lumière des modes de participation différenciés au sein d'une mobilisation. Cette table ronde discutera ainsi les façons dont cette entrée analytique permet de repérer :

- d'une part, les hiérarchisations internes qui rejouent – c'est-à-dire reproduisent et actualisent – les rapports de pouvoir qu'incarnent le sexe, la classe, la race, l'âge, la sexualité...
- d'autre part, les formes du travail militant qui rendent possibles la constitution d'espaces et de modes de participation par lesquels les rapports sociaux sont questionnés, contestés, voire subvertis.

La division du travail militant est ainsi à la fois un poste d'observation heuristique pour les chercheur.e.s et un enjeu central de la dynamique des luttes, de leurs échecs et de leurs succès.

- Camille Gourdeau (chercheuse associée URMIS) « Mobilisation en soutien aux exilés à Ouistreham : modes d'action et division du travail militant » : Cette intervention s'appuie sur les résultats d'une enquête de terrain menée à Ouistreham sur la mobilisation d'habitant·e·s en soutien aux exilés bloqués à la frontière anglonormande.

En combinant un questionnaire, des observations et des entretiens, il s'agit d'analyser les contours du groupe mobilisé et les formes de l'engagement. À la lumière de la sociologie des rapports sociaux, on s'intéressera en particulier aux bénévoles qui viennent en aide aux migrants ainsi qu'à l'organisation et à la division du travail militant.

- Cécile Talbot (CERAPS – Univ. Lille 2) « Toujours trop militante, jamais assez militante. L'illégitimité militante comme révélateur des rapports sociaux » : Cette intervention illustrera comment la sociologie des rapports sociaux peut renouveler l'étude des pratiques militantes, grâce à l'analyse de l'enjeu de la division du travail.

En effet, à partir du cas d'une association de défense de l'égalité professionnelle dans le milieu artistique, il s'agit de revenir à une analyse matérialiste pour montrer comment se construisent des identités professionnelles dévalorisées chez les femmes. Plus précisément, en utilisant les réflexions féministes matérialistes sur la notion de valeur du travail, nous verrons comment les rapports sociaux de classe et de sexe dans le milieu artistique favorisent la construction d'un rapport au travail (professionnel et militant) dévalorisé.

- Xavier Dunezat (chercheur associé CRESPPA et URMIS) : « Division du travail militant et modes de participation aux "luttés de sans" (chômeurs et sans papiers) : une typologie au tamis de la sociologie des rapports sociaux » : Cette intervention mettra en évidence les différents modes de participation militante – sexués, classés, racisés – identifiés en comparant quatre mobilisations localisées. En croisant la variable davantage structurelle de la disponibilité biographique et la variable davantage contextuelle de la forme d'organisation de la lutte (« communiste » versus « anarchiste »), nous distinguerons des modes variables de participation au temps militant et au travail militant dans l'objectif de montrer que les différentes positions militantes hiérarchisées sont davantage le produit des dispositifs militants, donc de l'organisation du travail militant, que des dispositions militantes, donc des effets de socialisation, même si leur imbrication va de soi dans la dynamique observée des rapports sociaux.

Table 2 : « Penser l'autonomie et l'hétérogénéité des groupes mobilisés »

Modération : Sam Seydieh

Qui se mobilise ? Toute mobilisation est-elle synonyme d'acteur collectif ? Et surtout quel acteur collectif une mobilisation cherche-t-elle à construire symboliquement et quel acteur construit-elle réellement ? La problématique des catégories de mobilisation (quel « nous ») renvoie à la question plus large de la tension entre l'autonomie politique du groupe mobilisé et son hétérogénéité interne maintes fois vérifiée dans le sillage des approches en termes de rapports sociaux de sexe-classe-race. Cette table ronde axera la focale sur les (re)compositions des collectifs et des catégories de lutte à la lumière de ce qui se joue à l'intérieur des mobilisations, qu'il s'agisse de conflits ou d'élaborations théoriques et politiques.

- Damien Trawalé (URMIS, ATER Université de Paris) « Structuration de luttes gays noires parisiennes » : Cette contribution reviendra sur la façon dont des associations gays noires parisiennes observées se structurent et s'organisent. En particulier, le conflit organisationnel (au sujet des modes d'action et des modalités d'organisation) met très fortement en jeu la race. Ces conflits sont simultanément révélateurs d'une forte polarisation de classe au sein de ces organisations : l'usage des catégories raciales pour les penser in situ laisse supposer, de prime abord, que la race invisibilise les antagonismes de classe. Pourtant, la race joue simultanément un rôle en la matière et elle est relativement autonome des antagonismes de classe qui structurent ces associations et la division du « travail » militant. C'est donc en pensant l'articulation classe et race qu'on peut comprendre la structuration de ces associations.
- Louise Bollache (CESSP – EHESS Paris) « Les mobilisations écologistes en contexte populaire dans la banlieue nord-est d'Ile de France. Discours et rapports des militants aux habitants, à l'intersection des rapports sociaux de classe et de race » : Cette contribution examinera la façon dont les mobilisations écologistes franciliennes construisent leur rapport à des populations locales populaires et souvent racisées. Cette implantation de luttes de défense de lieux en contexte populaire pose la question de la présence des habitant·e·s. Mais cette présence des habitant·e·s, qu'elle soit sous le régime de la participation ou de l'inclusion, est une question qui se place au croisement de différentes luttes de catégories. Les militants sont porteurs d'une critique sociale qui peine parfois à toucher aux rapports sociaux de race.

Ils sont aussi conscients d'une critique que leur apposent certain·e·s habitant·e·s, en les qualifiant de « petits blancs parisiens » qui « imposeraient » leur problématique sur le paysage. De leur côté, le rapport aux habitant·e·s non-mobilis·e·s, ou mobilisé·e·s en faveur des projets combattus, est marqué par les intersections classe/race dans lesquelles ils se situent mutuellement. Comment l'idée de racisation fait irruption dans les débats internes à des collectifs très majoritairement blancs en quartiers populaires ? Comment les rapports articulés classe/race interviennent dans les stratégies et les répertoires d'action de ces collectifs en banlieue Nord-Est de l'Île-de-France ?

- Pauline Picot (associée URMIS, postdoctorante CUREJ – Univ. de Rouen) « Luites de définition et résistance aux assignations dans les mobilisations antiracistes franciliennes » : Cette intervention abordera les processus de résistance aux assignations ainsi que les luites pour la définition de catégories et la production de groupes au sein de mobilisations antiracistes franciliennes. Il s'agira de voir comment ces mobilisations s'inscrivent dans un contexte spécifique de rapports de race et de luites pour l'hégémonie sur la définition du racisme. Cette approche éclaire l'orientation de ces mobilisations vers du travail militant intellectuel (production de données chiffrées dans l'idée de prouver des discriminations systémiques, production d'analyses et de théorie) et les processus par lesquels ce mode d'action privilégié opère un « tri » de classe dans le recrutement militant, tout en ouvrant paradoxalement des opportunités pour certaines militantes.

Discussion collective

Cette journée se conclura par une discussion ouverte sur les risques qui pèsent sur les libertés académiques et le droit d'enquêter, dans un contexte d'amalgame entre « recherche engagée », « militantisme », et « recherche sur le militantisme », dans le cadre d'institutions universitaires traversées par des rapports de domination multiples. Si ces menaces ont ces dernières années pris la forme de dénonciations d'une « infiltration » de l'université, elles se manifestent de façon plus durable via des pressions administratives ou policières sur les recherches en sciences sociales, qui ne sont pas réservées aux sociétés « autoritaires ». La politisation de ces atteintes peut néanmoins nous préoccuper, fournissant une apparence de légitimité à des formes d'intervention ponctuelles : annulation d'événements scientifiques, pressions contre certains sujets de recherches, etc. Les travaux sur les mouvements sociaux, le militantisme, ou l'action collective, ainsi que ceux portant sur les

rapports sociaux, le racisme et les discriminations ont particulièrement été visés par de telles accusations de « non-scientificité », par des acteurs situés dans et hors du champ académique. Cette discussion pourra notamment explorer les réponses à ces formes de pression envisageables depuis les sciences sociales.

Bibliographie indicative

Aubry, Agnès (2020), « Intersectionnalité et mouvements sociaux » in O. Fillieule et al. (dir.), Dictionnaire des mouvements sociaux, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 333-338

Bilge, Sirma (2009), « Théorisations féministes de l'intersectionnalité », *Diogenes*, 225, 1, pp. 70-88.

Bollache Louise (2021), Mobilisations écologistes dans (et contre) le Grand Paris : défendre des lieux face à l'urgence climatique concrétisée. Une ethnographie des collectifs en lutte en banlieue et grande banlieue parisienne, à Gonesse, Romainville et la Courneuve (thèse de sociologie en cours, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne).

Chabanet, Didier (2020), « Nouveaux mouvements sociaux » in O. Fillieule et al. (dir.), Dictionnaire des mouvements sociaux, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 403-410

Chauvin, Sébastien et Jaunait, Alexandre (2015) « L'intersectionnalité contre l'intersection », *Raisons politiques* vol. 58 n°2

Chauvin, Sébastien (2005), « Les aventures d'une « alliance objective ». Quelques moments de la relation entre mouvements homosexuels et mouvements féministes au XXe siècle », *L'Homme et la société*, n° 158, p. 111-130

Chetcuti-Osorovitz, Natacha et Teicher, Fabrice (2016), « Ordre de genre, ordre sexuel et antisémitisme. La convergence des extrêmes dans les mouvements d'opposition à la loi sur le 'mariage pour tous' en France en 2014 », in Florence Rochefort et Maria Eleonora Sanna (dir.), *Genre, néo conservatisme religieux et résistances*, revue *Estudos da Religião (Studies in Religion)*, v. 30, n°1, p. 93-109.

Cohen, Valérie et Dunezat, Xavier (2018) *Quand des chômeurs se mobilisent...*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes,

Cossée, Claire (2009) « Qui a peur des féministes roms ? Rapports de hiérarchisation et d'identification au sein d'un objet de recherche émergent », in *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux. Classe, ethnicité, genre*, dir. Valérie Sala Pala, Lionel Arnaud, Sylvie Ollitraut, Sophie Rétif, Paris, L'Harmattan, 204 p.

Crenshaw, Kimberlé Williams (2005), « Cartographie des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du Genre*, 39, 2, pp. 51-82.

Dahhan, Ryzlène, Picot, Pauline, Trawale, Damien, Cossée, Claire et Rabaud, Aude, « Analyser des terrains contemporains à partir du couple notionnel « majoritaires/ minoritaires » (2020), *Cahiers du genre*, n°68 « Penser avec Colette Guillaumin aujourd'hui », dirigé par Maira Abreu, Jules Falquet, Dominique Fougeyrollas-Schwebel, Camille Noûs, pp. 145-171.

Dorlin, Elsa (2008), *Sexe, genre et sexualités. Introduction à la théorie féministe*, Paris, PUF

Dunezat, Xavier et Picot, Pauline (2017) « Quand la catégorisation masque l'inégalité », *Journal des anthropologues* n°150-151

Falquet, Jules (2009) « A qui appartiennent les femmes ? L' 'arrondissement des femmes' par les mouvements sociaux mixtes et leur possible autonomisation : une analyse féministe » in *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux. Classe, ethnicité, genre*, dir. Valérie Sala Pala, Lionel Arnaud, Sylvie Ollitraut, Sophie Rétif, Paris, L'Harmattan, 204 p.

Fillieule, Olivier et Péchu, Cécile (1993), *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan.

Fillieule, Olivier, Mathieu, Lilian et Péchu, Cécile (Dir.) (2020), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de SciencesPo.

Galerand, Elsa et Kergoat, Danièle (2014), « Consubstantialité vs intersectionnalité ? À propos de l'imbrication des rapports sociaux », *Nouvelles pratiques sociales*, 26, 2, pp. 44-61.

Gourdeau, Camille (2019), « L'hospitalité en actes. Quand des habitants viennent en aide aux migrants en transit à Ouistreham », *Revue du MAUSS*, vol. 53, n°1, p. 309-321.

Guillaumin, Colette (1985) « Sur la notion de minorité », L'Homme et la Société n°77

Guillaumin, Colette (1992) Sexe, race et pratique du pouvoir : l'idée de nature, Paris, Côté-femmes

Hall, Stuart (2013) Identités et cultures 2. Politiques des différences, Paris, Ed. Amsterdam, 285p.

hooks, bell (2015 [1981]), Ne suis-je pas une femme ? Femmes noires et féminisme, Paris, Cambourakis, 304p.

Juteau, Danielle (2010) « 'Nous' les femmes : sur l'indissociable homogénéité et hétérogénéité de la catégorie », L'Homme et la Société n°176-177

Juteau, Danielle (2016) « Un paradigme féministe matérialiste de l'intersectionnalité », Cahiers du genre, hors-série n°4

Kergoat, Danièle (2012) Se battre, disent-elles..., Paris, La Dispute, 354p.

Larcher, Silyane (2017) « 'Nos vies sont politiques !' L'afroféminisme en France ou la riposte des petites-filles de l'Empire », Participations, vol. 19 n°3.

Lefebvre Rémi (2010) « 'Petits arrangements avec son militantisme'. Le désarroi identitaire des militants du Parti socialiste », in Surdez (M.), Voetgl (M.), Voutat (B.), dir., Identifier – s'identifier, Genève, Antipode

Lépinard, Éléonore et Mazouz, Sarah (2019), « Cartographie du surplomb. Ce que les résistances au concept d'intersectionnalité nous disent sur les sciences sociales en France », Mouvements, 12 février 2019 : <http://mouvements.info/cartographie-dusurplomb/>

Mathieu, Lilian (2004), Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux, Paris, Les éditions Textuel.

Neveu, Erik (2019), Sociologie des mouvements sociaux, Paris, La Découverte.

Pfefferkorn, Roland (2007), Inégalités et rapports sociaux. Rapports de classes, rapports de sexes, Paris, La Dispute.

Rubin, Gayle (1975), « Le marché aux femmes. "Économie politique" du sexe et systèmes de sexe/genre », Surveiller et jouir. Anthropologie politique du sexe, Paris, Epel, 2010 (1975), 23-82

Seydieh, Sam (2017), « L'espace militant LGBT et la déportation pour motif d'homosexualité. Pour une sociologie de la mémoire en contexte d'engagement », *Témoigner* n°125

Talbot, Cécile (2020), « « Nous qui sommes sans passé, les femmes » : usages et réappropriations de l'Hymne des femmes dans les collectifs féministes de la troisième vague », *Mots. Les langages du politique*, vol. 124, n° 3, pp. 107-124.

Sociologies (2015), « Ethnographie du genre », dirigé par Martina Avanza, Olivier Fillieule, Camille Masclat [En ligne], mis en ligne le 26 mai 2015, consulté le 21 décembre 2020. URL : <https://journals.openedition.org/sociologies/5070>

Tabet, Paola (1998), *La construction sociale de l'inégalité des sexes*, Paris, L'Harmattan, 1998

Tabet, Paola (2004), *La grande arnaque. Sexualité des femmes et échange économique sexuel*, Paris, L'Harmattan

Trawalé, Damien (2018), *L'articulation du racisme et de l'homophobie en contexte français : marginalité multidimensionnelle, subjectivations et mobilisations associatives gays noires*, Thèse pour le doctorat de sociologie, Université Paris-Diderot

West, Candace et Fenstermaker, Sarah (2006), « 'Faire' la différence », *Terrains & Travaux* n°10 *ins & Travaux* n°10